

28 juin 2014



# Contre le gouvernement PS-MEDEF

## Sommet social : Boycott !

### Pillage général des fonds publics au profit du MEDEF

Le 23 juin a débuté la discussion parlementaire du projet de loi de finances rectificative (PLFR). Cette rectification est rendue nécessaire pour promulguer le « pacte de responsabilité » et financer les cadeaux faits au patronat : 41 milliards d'€ d'ici à 2017.

Officiellement, le pacte Hollande-MEDEF

devrait permettre la création de 190 000 emplois. Chaque emploi créé coûterait donc à la collectivité la somme de 41 milliards/190 000 = 215 000 € ! Et selon un rapport parlementaire, on doit s'attendre à la suppression de 250 000 autres emplois d'ici à 2017. **Cette politique n'empêcherait donc pas le chômage de s'aggraver... tout en subventionnant les patrons.**

### Services publics, fonctionnaires : une offensive sans précédent

Mais il faut bien trouver comment financer les largesses dont bénéficient les patrons. Pour Valls et Hollande, c'est clair : aux fonctionnaires, aux usagers des services publics, de payer la note ! Le blocage du point d'indice est le symbole de leur politique.

Le PLFR prévoit donc une baisse massive des dépenses publiques (50 milliards d'€), qui s'ajoute à toutes les mesures déjà prises, notamment en application des directives de l'Union Européenne (TSCG). Encore faut-il savoir que les hypothèses économiques du gouvernement étant jugées « optimistes » par

les « experts », d'autres mesures anti-sociales sont à prévoir.

Le détail des coupes à réaliser sera rendu public cet été. Mais déjà, Sapin, le ministre des Finances, annonce des annulations de crédits parmi "*les plus importantes*" jamais réalisées. Selon la presse, hors universités, crédits et effectifs devraient baisser de 2 % par an. **Des milliers de postes seraient supprimés, alors que les principaux services publics sont déjà au point de rupture !** La réforme territoriale, notamment, faciliterait ces suppressions de postes.

### Contre le sommet social (7-8 juillet 2014)

Dans la foulée de l'adoption du budget rectificatif, le gouvernement a donc invité ses « partenaires sociaux » à un « sommet ». Les directions syndicales y sont conviées pour discuter de sujets tels que « *les actions en faveur de l'emploi* », « *la rénovation de la politique de santé* », « *l'accompagnement des réformes territoriales* », etc. En clair, ce sommet sera un moment de la mise en place du budget rectificatif. **Participer à un tel sommet, c'est accepter le cadre du pacte de responsabilité.**

Côté gouvernemental, le but de l'opération est clair. Affaibli comme il l'est, reposant sur un

PS lui-même profondément divisé, le gouvernement a besoin d'alliés. Pour mettre en place sa politique, la collaboration des directions syndicales lui est indispensable. A la SNCF, le rôle de la direction CGT (qui refusait de revendiquer le retrait de la réforme, de donner la moindre perspective à la grève) a été décisif pour permettre le vote de la réforme ferroviaire – au-delà de celui d'organisations telles la CFDT ou l'UNSA.

On ne peut qu'être en accord avec les arguments de la CGT 92 contre la participation au sommet de Valls et Hollande : « *Quel sens pourrait-il y avoir à participer à la*

Nouveau Parti Anticapitaliste - Comité de Créteil

✉ : [npa-creteil@live.fr](mailto:npa-creteil@live.fr) - ☎ : 06 28 42 61 28

*Conférence sociale alors que les deux précédentes conférences ont chacune été suivies de régressions sociales majeures imposées par le gouvernement avec l'ANI réduisant les droits du travail et l'allongement de la durée de cotisation à 43 années pour prétendre partir en retraite ? Quel sens pourrait-il y avoir alors que le gouvernement*

*multiplie les décisions antisociales et se fait ainsi l'exécuteur fidèle des volontés du MEDEF ? ».*

Résister à la politique pro-patronale de Valls-Hollande ne peut se faire sans imposer l'unité contre sa politique, contre toute collaboration, tout « dialogue » avec lui !

## **Face au gouvernement PS-MEDEF : Unité ! Front commun !**

Même des députés socialistes l'affirment : la « politique de l'offre » du gouvernement Valls-Hollande, vise à satisfaire *toutes* les exigences des patrons. Elle ne mène qu'au démantèlement de services publics essentiels – c'est par exemple l'enjeu de la (contre-)réforme ferroviaire.

Pour ces raisons, **le NPA se situe sans hésitation en opposition au gouvernement Valls-Hollande, au gouvernement PS-MEDEF.** Il milite pour un front commun de résistance à sa politique. Dans la Fonction Publique, au delà de l'abrogation des contre-réformes (pacte de responsabilité, TSCG, territoriale, ...), il défend notamment les revendications suivantes :

- **Arrêt des suppressions de postes**, pour un plan de résorption des postes manquants

- **Maintien du pouvoir d'achat** des fonctionnaires, déblocage du point d'indice, échelle mobile des salaires (rattrapage automatique des pertes de pouvoir d'achat).

- **Défense des statuts** et règlements nationaux – contre la politique de régionalisation

Mais il n'y aura de solution durable à la crise que par la mise en œuvre d'une politique radicalement anti-capitaliste, orientée vers la réorganisation de la production en fonction des besoins de tous et non des profits d'une poignée de privilégiés. C'est pourquoi, inséparablement, le NPA défend la perspective d'un **gouvernement anti-austérité**, pour arrêter la régression sociale en cours, notamment par l'interdiction des licenciements.

## **Palestine : solidarité ! Israël : boycott !**

Une fois encore, les palestiniens sont l'objet de la terreur sioniste. Les rues de Ramallah, de Jénine et d'autres villes, grouillent de soldats qui entrent de force dans les maisons, brisent tout sur leur passage, frappent les habitantEs. Hébron est quasiment en état de siège. 4 Palestiniens, dont un enfant de 14 ans, armés de leur seule colère, ont été abattus froidement, des centaines ont été arrêtés. Neuf députés ont été arrêtés, dont le président du Parlement palestinien, membre du Hamas. Associations et centres culturels sont perquisitionnés, leurs équipements détruits.

Au-delà du prétexte – le kidnapping de 3 jeunes israéliens – la véritable raison de l'offensive sioniste est le récent accord entre le Fatah, qui « gouverne », et le Hamas « islamiste ». Il s'agit d'étouffer dans l'oeuf toute velléité de l'Autorité Palestinienne à sortir du rôle de suppléant d'Israël.

Plus que jamais, le NPA est aux côtés du peuple palestinien. Il appelle tous ceux que cette barbarie révolte à s'associer aux initiatives de solidarité organisées actuellement. Tout doit être fait pour isoler l'Etat raciste de Tel-Aviv : boycott !

**Nouveau Parti Anticapitaliste - Comité de Créteil**

✉ : [npa-creteil@live.fr](mailto:npa-creteil@live.fr) - ☎ : 06 28 42 61 28